L'UNIVERSITÉ DE BRUXELLES (ULB) S'OUVRE PENDANT UNE SEMAINE À LA CAUSE SAHRAOUIE

Gdeim Izik, le campement au campus

L'Université libre de Bruxelles (ULB) abrite, depuis lundi, une série d'activités sur le Sahara occidental.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Autour de l'exposition du photographe français Anthony Jean «Gdeim Izik, le campement de la dignité», des manifestations, des prises de parole et des actes de soutien au peuple sahraoui sont prévus à cet effet.

Pierre Galand, ex-sénateur, président du Comité européen de solidarité avec les populations de Saguia El Hamra et Oued Eddahab (Eucoco) a été l'un des premiers à intervenir pour relever : «Toutes les résolutions de l'ONU, l'ensemble des actes et décisions du droit international vont dans le même sens, celui de permettre au peuple sahraoui de jouir, pleinement, de son droit à l'autodétermination.» Lui succédant à la tribune, Eric David, éminent juriste récemment expulsé de Rabat parce que soutenant les prisonniers politiques sahraouis, n'a pas été tendre avec le palais royal et le Makhzen dans leur aveuglement à ne pas voir «la réalité en face», «le Sahara occidental n'est pas, n'a jamais été et ne sera jamais marocain». Le comportement des autorités marocaines envers les Sahraouis constitue, à lui seul, la preuve irréfutable que le Maroc est une puissance coloniale à laquelle, d'ailleurs, pas même le statut de puissance administrante n'est pas attribué par l'ONU, ce dernier étant dévolu à l'Espagne qui, rappelons-le, quitta, dans la honte son ex-colonie pour permettre aux armées de Hassan II de remplacer un colonialisme par un autre.

En vertu d'accords secrets en dehors de toute légalité que la Cour internationale de La Haye en 1975 n'accepta pas. Ni dans le fond, ni dans la forme.

Photo : DR

Le Sahara occidental ne sera jamais marocain.

Ce fut, ensuite, le tour de Hugo Perilleux, humanitaire et témoin de longue date des souffrances du peuple des ténèbres, de revenir sur la propagande marocaine concernant le camp de Gdeim Izik, sauvagement et férocement démantelé par les bidasses, les policiers et les colons marocains. Tout simplement parce que des Sahraouis manifestaient fort leur impatience et exigeaient, par des marches, des grèves et des protestations organisées, leur droit à l'indépendance.

Jamel Zakari, représentant de la RASD et du Front Polisario en Belgique, a tenu à présenter les remerciements du peuple et de la direction sahraouis pour les promoteurs de cet important événement. Le vernissage et les activités qui ont débuté hier dans l'enceinte de la prestigieuse université belge sont le commencement d'un intense mouvement de soutien au peuple sahraoui dans la capitale belgo-européenne. Point d'orgue, le 12 mai courant, avec un midi de mobilisation sur «violation des droits de l'Homme au Maroc ; regard marocain - regard sahraoui» et une projection du film-documentaire de la réalisatrice Lara Lee *La vie attend, référendum et résistance au Sahara occidental*.

Selon Ophelie Ingarao (Comité belge de soutien au peuple sahraoui), ces actions multiples sont «un hommage aux prisonniers politiques sahraouis et à leur détermination à se battre pour le droit et la justice».

Les cercles étudiants Ecoloj, cinéphage et la cellule de droit international humanitaire ont été très actifs dans la préparation, le déroulement et, sans doute, la réussite de cette importante manifestation.

A. M.

TUNISIE

Deux terroristes abattus et 16 arrêtés près de Tunis

Deux terroristes ont été tués hier près de Tunis et 16 autres arrêtés au cours d'une opération contre un groupe qui préparait des attentats «simultanés», a annoncé le ministère tunisien de l'Intérieur.

«Des kalachnikovs, des grenades, des pistolets et des munitions» ont été saisis par les unités de la Garde nationale (gendarmerie, ndlr) qui ont mené cette intervention à Mnihla, au nord-ouest de la capitale.

Le ministère a précisé que «deux éléments terroristes dangereux et armés» avaient été tués et 16 autres, «dont certains étaient armés» interpellés.

Ces personnes, «venues de diverses régions», «s'étaient rassemblées (...) pour préparer des opérations terroristes simultanées», selon le ministère.

Une habitante de Sanhaji, le quartier proche de Mnihla où la descente a eu lieu, a affirmé à l'AFP que les échanges de tirs entre les forces de l'ordre et les terroristes avaient duré près de deux heures. «On a vu les forces de l'ordre arriver vers 8h00 et il y a eu des échanges de tirs», a témoigné cette Tunisienne qui a préféré rester anonyme. «Les terroristes n'étaient pas du quartier. Nous ne les connaissions pas, ils ont loué la maison récemment», a-t-elle assuré.

La Tunisie fait face depuis sa révolution en 2011 à un essor de la mouvance islamiste armée et a été le théâtre en 2015 de trois attentats majeurs revendiqués par le groupe terroriste Daesh, qui ont en tout fait 72 morts.

Le 7 mars, des dizaines de terroristes armés ont aussi attaqué des installations sécuritaires à Ben Guerdane, ville frontalière de la Libye. 13 membres des forces de l'ordre et 7 civils sont morts, tandis que 55 assaillants intégristes ont été tués.

Les autorités annoncent régulièrement le démantèlement de cellules terroristes dans le pays.

L'auteur de l'attentat-suicide ayant tué 12 agents de la garde présidentielle le 24 novembre 2015 en plein Tunis a été identifié par les autorités comme un vendeur ambulant de 26 ans habitant Mnihla.

IRAK

Au moins 13 morts dans deux nouveaux attentats à Baghdad

Au moins 13 personnes ont été tuées hier dans deux attentats à Baghdad, quelques heures après une attaque particulièrement meurtrière dans la capitale irakienne qui a fait 64 morts, selon la police.

Les deux attentats à la voiture piégée ont eu lieu dans l'après-midi dans les deux quartiers de Kazimiyah et de Jamea, a précisé un colonel de la police, cité par l'AFP.

Plus tôt, au moins 64 personnes ont été tuées dans un attentat à la voiture piégée ayant visé un marché à Baghdad.

L'attaque a été revendiquée par le groupe terroriste Daesh, qui s'est emparé en 2014 de larges pans du territoire irakien.

Le groupe terroriste a mené plusieurs attaques meurtrières ces dernières semaines dans le Grand Baghdad. Mais elle a perdu du terrain face à l'avancée des forces irakiennes.

CRISE MIGRATOIRE

Fin de la brouille entre Athènes et Vienne

Athènes et Vienne ont signifié hier la fin de la brouille qui les avait opposés cet hiver sur la gestion de la crise migratoire en annonçant le retour de l'ambassadrice grecque en Autriche qui accompagnait un déplacement du ministre des Affaires étrangères Nikos Kotzias à Vienne.

«Notre ambassadrice est de retour (...) elle m'a accompagné à Vienne», s'est réjoui M. Kotzias lors d'une conférence de presse aux côtés de son homologue autrichien Sebastian Kurz.

L'Autriche et la Grèce avaient connu un épisode de fortes tensions cet hiver lorsque Vienne avait multiplié les initiatives ayant abouti à la fermeture des frontières aux migrants le long du corridor des Balkans de l'ouest.

Plus de 45 000 réfugiés et migrants sont depuis lors bloqués en Grèce.

Depuis l'accord européen de renvoi des migrants en Turquie, entré en vigueur fin mars, le flux des arrivées sur les îles grecques a «nettement diminué», ont constaté les ministres soulignant que leurs deux pays y avaient «un intérêt commun».

Sebastian Kurz a justifié le durcissement de la politique migratoire autrichienne depuis le début de l'année par le fait que l'UE «s'était mise en mouvement trop lentement» pour stopper les départs de migrants depuis la Turquie.

Le ministre autrichien a également fait preuve d'une certaine compréhension pour les Etats membres, notamment en Europe de l'est, qui renâclent à accueillir des réfugiés comme prévu dans le mécanisme européen de répartition au sein de l'UE.

«Quelques Etats isolés au sein de l'UE ont cru pouvoir forcer tous les autres membres à participer à cette répartition alors qu'il y avait des approches très différentes» de la question migratoire parmi les 28, a observé le ministre, estimant que «chaque Etat a voix au chapitre».

Après Vienne, le ministre grec doit se rendre en Slovaquie voisine, l'un des Etats membres de l'UE qui a signifié son opposition à l'accueil des réfugiés arrivant en Grèce ou en Italie.

POUR LE PRÉSIDENT DU SÉNAT BRÉSILIEN

«La procédure de destitution de Rousseff sera «longue et traumatisante»

Le président du Sénat brésilien, Renan Calheiros, a prévenu hier que la procédure de destitution de la présidente Dilma Rousseff serait «longue et traumatisante», juste avant l'ouverture de la séance plénière qui devrait, sauf surprise, l'écarter du pouvoir.

«J'espérais que la procédure n'arriverait pas au Sénat. La procédure d'impeachment qui est enracinée dans notre histoire est longue et traumatisante, (et elle) ne produit pas de résultats immédiats», a affirmé M. Calheiros aux journalistes présents.

«Actuellement, elle ne sert au Brésil que pour perfectionner ses institutions, pour aider la démocratie qui est une plante fragile, qui a besoin d'être arrosée tous les jours», a-t-il poursuivi.

Le Sénat a donné le coup d'envoi à 13h00 GMT à une séance historique pour, sauf surprise, écarter du pouvoir la présidente Dilma Rousseff et la soumettre à un procès en destitution pour maquillage des comptes publics.

Mme Rousseff, qui dénonce un «coup d'Etat parlementaire», devrait être suspendue pendant un délai maximum de 180 jours en attendant le jugement définitif des sénateurs, qui pourrait intervenir en septembre.

Elle devrait être remplacée d'ici vendredi par son ancien allié devenu rival, le vice-président Michel Temer, 75 ans, dirigeant du grand parti centriste PMDB qui a claqué la porte de sa coalition fin mars.

«Je vais avoir avec le nouveau président de la République la même relation que j'ai eu avec la présidente Dilma», a ajouté M. Calheiros qui fait partie de la même formation politique que M. Temer (PMDB, centre droit).

Le président du Sénat a expliqué que si le Sénat votait pour l'ouverture du procès en destitution, la chef de l'Etat en serait notifiée officiellement le jeudi, ajoutant qu'il devait encore régler les derniers détails avec la présidente sur la transition vers un gouvernement par intérim.